

Temer assumera la présidence du Brésil sans soutien populaire

*Eric Nepomuceno
pour La Jornada (Mexico)
12 Mai 2016
Rio de Janeiro*

« L'impeachment de la présidente Dilma Rousseff est impensable et provoquerait une crise institutionnelle. Il n'a aucune base politique ni juridique ».

La phrase fut proférée voici moins d'un an par un homme accusé de faire partie d'un réseau illégal d'achat d'éthanol, de contrôler la corruption dans le port maritime de la ville de Santos et condamné pour irrégularité de ses comptes de campagne électorale.

Cet homme s'appelle Michel Temer. A partir de l'après-midi d'aujourd'hui [12 Mai NdT] il assume la présidence du cinquième pays le plus peuplé du monde. Il occupera par interim le poste qui appartient à Dilma Rousseff jusqu'à ce que termine le jugement lancé par le Senat hier.

Il ne doute pas un seul instant que la présidente ne reviendra pas, et qu'il gouvernera le pays jusqu'au 31 Décembre 2018. Pour cela il a passé les dernières semaines à élaborer son futur gouvernement, prenant soin également d'obtenir le soutien du Congrès, en particulier de l'inextricable Chambre des Députés.

Il y a quelques jours il a reçu un coup dur avec la suspension de son allié principal, Eduardo Cunha, qui entre un jugement et un autre, entre une accusation et une autre, présidait la Chambre des Députés.

Cunha, un des symboles suprêmes de la corruption, saurait obtenir – en échange, évidemment, de postes et de budgets dans le nouveau gouvernement – le soutien nécessaire pour rendre possible la mise en œuvre d'une politique néolibérale extrêmement dure qui sera diamétralement opposée aux politiques sociales menées à bien par le PT de Luiz Inacio Lula da Silva et Dilma Rousseff au cours des treize dernières années.

Nommés par le nouveau mandataire, parviennent au gouvernement ceux qui furent successivement vaincus lors des quatre dernières élections présidentielles : ceux du PSDB, de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso, qui s'est appliqué au maximum pour que le coup d'état institutionnel réussisse. En outre, voici qu'arrivent des politiciens de la droite la plus dure : le DEM (Parti Démocrate).

Temer a passé la fin de la semaine à composer son gouvernement. Ceux qui ont apporté le soutien nécessaire pour le coup d'état triomphe – les barons traditionnels du Congrès, les medias hégémoniques de la communication, le patronat, ceux qui contrôlent l'agrobusiness et le sacro-saint marché financier – ont joué un rôle fondamental dans le choix des noms, ils en ont approuvé certains et repoussé d'autres.

Il y aura 22 ministres au lieu des 32 actuellement. Le poste clé : le ministère des Finances, le plus puissant, sera remis à Henrique Meirelles, le président controversé de la Banque Centrale au temps des gouvernements de Lula da Silva. A cette époque, ses élans de néolibéral radical furent limités par les politiques sociales du gouvernement. Maintenant, avec Temer, il aura les mains libres

Dans ses tentatives pour constituer son cabinet il [Temer] a commis des dérapages épouvantables, comme celui d'essayer de nommer un de ces pasteurs évangéliques électroniques auto-proclamés, ardent défenseur du créationnisme et furieux négationniste de Charles Darwin, rien de moins que ministre de la Science et de la Technologie. Ensuite il a voulu réserver le Ministère de la Défense à un jeune député de 36 ans, fils d'un des symboles de la corruption au Brésil. Les chefs des trois armes firent parvenir à Temer un message aussi bref que sec : ils n'accepteraient jamais d'être commandés par semblable personnage.

Au moins cinq politiciens qui ont fait partie des gouvernements de Lula et Rousseff reviendront dans le gouvernement issu du coup d'état. Ils auront à leur côté des politiciens qui ne sont pas précisément connus pour leur éthique et leur décence.

Il gouvernera dans l'ombre du sénateur Aécio Neves, qui en 2014, quatre jours après sa défaite, recourut aux tribunaux pour faire invalider la victoire de Rousseff. Maintenant, Neves y est parvenu, mais au Congrès.

Il gouvernera en affrontant le PT et d'autres partis de gauche, et quelque chose d'encore plus grave : les enquêtes en cours du Tribunal Suprême Fédéral contre certains de ses actes et beaucoup de ses alliés.

La nuit dernière, tandis qu'au Sénat se perpétrait le putsch institutionnel, des milliers de personnes se réunissaient dans les villes brésiliennes pour protester contre le coup d'état. Il y avait aussi, mais en nombre nettement inférieur, ceux qui applaudissaient l'irréversible défenestration de la présidente. A Brasilia, la police a réprimé brutalement une marche de femmes qui manifestaient en faveur de la première femme qui parvint à la présidence du Brésil. Certains se sont demandés si la brutalité de la police présageait de ce qui adviendra avec Temer.

Ces derniers jours Dilma Rousseff a retiré du palais présidentiel ses objets et documents personnels. Hier, elle a retiré ses derniers livres et les photos de sa fille et de ses deux petits-fils qu'elle avait dans son bureau personnel.

Ce jeudi elle reviendra au palais de Planalto pour [donner] une conférence de presse. Ce sera sa dernière action en tant que présidente qui fut élue par 54 millions et 500 milles voix et dont le mandat fut suspendu par les sénateurs.

Dorénavant elle se défendra au cours d'un procès politique qui a transformé le Congrès en tribunal illégal, un tribunal d'exception.

Source : <http://www.jornada.unam.mx/2016/05/12/mundo/021n1mun>